



COMMUNIQUE DU COLLECTIF REFUS DE LA POLITIQUE DE LA PEUR

Le collectif, engagé dans la préparation d'états généraux droits et liberté, soutient depuis sa création que la politique de la peur accompagne la dérégulation, la mise en place d'une nouvelle gouvernance et la privatisation dans l'ensemble des services publics.

Les gouvernements de la présidence Sarkozy, dans leur aveuglement idéologique néolibéral, ne cessent d'y voir que des archaïsmes qui entravent le marché concurrentiel et d'organiser la casse des droits sociaux et des services publics.

Le refus de la politique de la peur est dans un lien fondamental avec la défense des services publics et leur évolution vers une amélioration démocratique des besoins de la population.

*Dans cette perspective le collectif soutient de façon active –comme il le fait dans la santé contre la loi Hôpital Patients Santé Territoire dite loi Bachelot– le **référendum citoyen du 3 octobre*** pour défendre le statut de service public de la Poste, référendum organisé par le comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal, dont la Convergence de défense des services publics fait partie. Il appelle l'ensemble de la population à participer à ce référendum et les municipalités à favoriser la mise en place de son organisation.*

Pour tout contact : contact@refus-peur.fr

* site web du comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal : www.appelpourlaposte.fr

* site web de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics : www.convergence-sp.org